Zeitschrift: Schweizerische Zeitschrift für Soziologie = Revue suisse de sociologie = Swiss journal of sociology

Herausgeber: Schweizerische Gesellschaft für Soziologie

Band: 40 (2014)

Heft: 1

Buchbesprechung: Buchbesprechungen = Recensions critiques = Book reviews

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 17.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Buchbesprechungen / Recensions critiques / Book Reviews

Die Auswahl der Bücher zur Rezension behalten sich die Redaktion und die beiden für diese Rubrik Verantwortlichen vor. Unverlangt eingesandte Buchbesprechungen werden nicht veröffentlicht.

Le choix des livres qui font l'objet d'une recension critique est effectué par la rédaction et par les deux responsables de cette rubrique. Les recensions non sollicitées ne sont pas publiées.

Books to be reviewed are selected by the Editor and the two Book Review Editors. Unsolicited reviews are not published.

Tabin, Jean-Pierre & Carola Togni: L'assurance chômage en Suisse. Une sociohistoire (1924–1982). Lausanne: Antipodes. 2013. 229 p.

L'entrée en vigueur d'une assurance chômage obligatoire est l'aboutissement d'un processus long et complexe. Les auteurs proposent d'en établir une « socio-histoire » basée « sur le dépouillement systématique de sources et sur l'interprétation sociologique de ce qu'elles révèlent » (p. 14). Leur thèse peut être résumée ainsi : la création d'une assurance chômage institutionnalise l'émergence d'une nouvelle catégorie sociale, le chômage, située à mi-chemin entre la pauvreté et l'emploi. Ils estiment qu'un double consensus caractérise la période étudiée (1924–1982) : d'une part, l'emploi est perçu comme « le seul moyen de distribuer la richesse en société » (p. 12) et, d'autre part, les coûts liés à l'indemnisation des chômeurs doivent être pris en charge « au sein d'un collectif » (p. 13). Le propos des auteurs est structuré autour de cinq chapitres dont chacun se rapporte à une période historique bien délimitée. Le premier chapitre focalise son attention sur les années qui suivent la Première Guerre mondiale, le deuxième sur la Grande Dépression des années 1930, le troisième sur les années de la Seconde Guerre mondiale, le quatrième sur la période de forte croissance économique des Trente Glorieuses et le cinquième sur la crise économique associée au choc pétrolier de 1973–74.

La Loi fédérale sur l'assurance chômage de 1924, premier jalon de ce long parcours, introduit la participation de l'Etat fédéral au financement des caisses. Il s'agit par là d'assurer la survie des caisses syndicales dont la situation financière se dégrade avec la hausse du chômage qui sévit durant la Première Guerre mondiale. Ces subventions sont allouées en contrepartie d'une limitation du droit de grève et d'une gestion comptable clairement séparée des autres activités syndicales. L'Etat fédéral dispose ainsi des leviers nécessaires à une première forme de contrôle des syndicats dans la gestion du chômage. Les subventions favorisent les caisses publiques et paritaires sur le long terme, au détriment de celles syndicales qui voient la proportion d'assurés (comparativement à l'ensemble des caisses) diminuer de 94% à 30% entre 1924 et 1975.

La révision constitutionnelle de 1947 permet de consolider les dispositions en vigueur tout en abrogeant un arrêté que le Conseil fédéral avait édicté en 1942, lorsqu'il disposait des pleins pouvoirs. D'après Tabin et Togni, le processus de « normalisation » de l'assurance se traduit à ce moment-là par l'adoption de quatre principes : le caractère facultatif de l'assurance, le financement par l'impôt et les cotisations salariales, la concurrence entre caisses et l'imposition de règles uniformes pour l'octroi des indemnités. Cette nouvelle base légale répond à la volonté de consolider la paix du travail et d'assurer une main-d'œuvre qualifiée sur le marché du

travail. C'est pourquoi «l'accent (...) n'est plus mis sur l'indemnisation, mais sur la possibilité de changer les qualifications ou de renforcer la mobilité du travail» (p. 112). Le statut du chômeur connaît néanmoins une amélioration, en particulier pour les ouvriers masculins qualifiés.

Le pays connaît une crise économique d'envergure au milieu des années 1970, mais le taux de chômage officiel n'augmente pas pour autant de manière significative. Parmi les explications proposées figurent le retrait des femmes du marché de l'emploi, le retour des étrangers dans leurs pays d'origine et l'exclusion des personnes non assurées des statistiques. Un nombre croissant de salariés décide néanmoins de s'affilier auprès d'une caisse de chômage. Quant au gouvernement et aux partis politiques, ils considèrent tous qu'une révision de l'assurance chômage est nécessaire et urgente. En 1976, l'adoption d'un nouvel article constitutionnel introduit un régime de financement paritaire et consacre le caractère obligatoire de l'assurance pour les travailleurs tout en précisant que la loi peut prévoir plusieurs exceptions. Un arrêté fédéral d'une validité de cinq ans exclut toutefois le patronat du financement durant la période transitoire.

Le Parlement engage une procédure législative qui aboutit à l'adoption d'une nouvelle Loi fédérale sur l'assurance chômage (LACI) en 1982. D'après les auteurs, les débats sont marqués par quatre initiatives xénophobes qui rendent omniprésente la question de l'abus et «justifi[ent] sur la base de la rhétorique du juste milieu une politique restrictive en matière d'immigration» (p. 159). Le droit légal à des prestations de chômage comporte par conséquent de nombreuses exceptions qui s'appliquent à la population non résidente, comme c'est par exemple le cas des travailleurs frontaliers ou saisonniers. La LACI entérine également quatre nouveautés majeures, en partie déjà en vigueur durant la période transitoire: l'introduction d'une cotisation patronale dans le financement de l'assurance, le plafonnement du salaire assuré, la limitation de la participation financière des autorités à des circonstances exceptionnelles, la séparation entre encaissement et distribution (le premier étant pris en charge par les caisses de l'Assurance vieillesse et survivants – AVS – et le deuxième par les caisses de chômage). Le caractère involontaire de l'absence d'emploi, l'obligation d'accepter un travail convenable et le montant de l'indemnisation inférieur au salaire assuré caractérisent, dans la loi, cette nouvelle catégorie sociale du chômeur. Les auteurs ne précisent toutefois pas que cette catégorie repose aussi sur les sanctions prévues à l'encontre des chômeurs qui ne respectent pas les directives des offices cantonaux de l'emploi.

L'ouvrage est particulièrement riche dans la description des débats et l'analyse des changements législatifs. Tabin et Togni parviennent à démontrer que la mise en place d'une assurance chômage découle d'un compromis entre acteurs sociaux, dont les termes sont façonnés au cours d'une période historique longue, caractérisée à la fois par des bouleversements et des continuités. Les auteurs apportent ainsi des éléments précieux pour une meilleure compréhension du fondement des politiques sociales. La lecture de leur ouvrage se révèle également intéressante pour saisir l'un des mécanismes – la gestion du chômage – œuvrant à l'intégration du mouvement ouvrier dans le corporatisme suisse. L'analyse proposée ne met toutefois pas en relation l'essor de l'assurance chômage avec le fait qu'à la différence d'autres pays européens, aucun système de sécurité sociale cohérent ne voit le jour en Suisse après la Seconde Guerre mondiale, ce qui aurait impliqué une autre conception des droits sociaux. De plus, l'institution d'une assurance chômage obligatoire est très tardive. Ce manque de perspective globale amène les auteurs à définir le caractère «social» de l'assurance chômage sur la base de critères restrictifs.

Une discussion plus approfondie aurait été enfin souhaitable lorsque Tabin et Togni estiment que le caractère obligatoire de l'assurance «fait porter sur les victimes le prix du chômage et en dédouane totalement le patronat sinon par la fiction de la cotisa-

tion 'patronale' qui n'est rien d'autre qu'un salaire socialisé» (p. 179). En effet, si la création d'une assurance chômage obligatoire participe effectivement au processus de socialisation du salaire (les cotisations permettent le financement des prestations sociales), il n'en demeure pas moins qu'elle renchérit le coût du travail pour toutes les entreprises, indépendamment du fait qu'elles licencient ou pas. On regrettera enfin que des chiffres erronés concernant la cotisation dite de solidarité (confusion entre 1% et 1‰) aient pu amener les auteurs à considérer le montant en question comme étant «dérisoire» (p. 195).

Nicola Cianferoni
Haute école de travail social et de la santé
Ecole d'études sociales et pédagogiques
CH-1010 Lausanne
nicola.cianferoni@gmail.com

Poli, Raffaele, Jérôme Berthoud, Thomas Busset & Bülent Kaya: Football et intégration. Les clubs de migrants albanais et portugais en Suisse. Berne: Peter Lang. 2012. 162 p.

Raffaele Poli, Jérôme Berthoud, Thomas Busset et Bülent Kaya cosignent un ouvrage portant sur une thématique d'actualité, à savoir l'intégration de migrants dans le monde sportif. L'étude s'intéresse aux clubs créés par des migrants albanais ou portugais vivant en Suisse. Le livre est découpé en deux parties: la première est consacrée à la présentation de l'objet (cadre théorique, méthodologie, contexte migratoires des collectivités représentées et historique des clubs), alors que la seconde restitue des résultats, dont la composition des clubs, le contexte relationnel dans lequel ils s'insèrent et leurs fonctions sociales.

Le point de départ de la recherche tient au constat que, dans le monde social, deux types de discours sur les associations de migrants sont avancés. D'une part, des discours portent sur la difficulté d'établir le dialogue avec ces associations, celles-ci préférant un «repli communautaire» qui empêcherait des rapports harmonieux avec les autres clubs de football et les institutions sportives locales. Cet aspect serait d'ailleurs exacerbé dans le cadre de la confrontation sportive. De l'autre, des discours postulent, au contraire, que les clubs de migrants serait l'occasion de nouer un échange fructueux entre les communautés et que l'épreuve sportive permettrait «le dépassement des stéréotypes et des tensions» (p. 10).

Les auteurs se sont donc efforcés de confronter ces deux discours à l'épreuve du terrain. Ils ont procédé en couplant approches historique et sociologique, afin de questionner le «rôle des clubs de football de migrants portugais et albanais en Suisse dans la mise en relation entre ces groupes fondés sur une origine géographique commune avec les individus d'autres origines ou des groupes réunis sur la base d'autres facteurs de regroupement» (p. 9). Plus globalement, l'étude interroge aussi le rôle des compétitions sportives «dans l'expression de tensions sociales latentes et dans leur dépassement» (p. 9).

Selon les auteurs, l'étude des clubs de migrants amènerait à une meilleure compréhension de l'associationnisme. D'une part, ils soulignent que «la confrontation sportive stimule les échanges» (p. 29) en permettant des interactions avec d'autres acteurs du monde social et, en premier lieu, d'autres équipes de football. Ainsi, l'association est ici regardée non seulement de l'intérieur, mais également dans sa relation avec l'extérieur. De l'autre – ce point ayant toutefois déjà été relevé par plusieurs études en sciences du sport –, les confrontations sportives dépassent le cadre du sport. En ce sens, en cas de victoire contre une équipe autochtone, les clubs peuvent permettre à une communauté d'obtenir une revanche symbolique. Dès lors, étudier ces formations permet de jauger les expressions identitaires qui se jouent dans les associations de migrants. Enfin, en observant les dynamiques sociales au bord des terrains amateurs, cette étude ouvre de nouvelles pistes de réflexion, car jusqu'ici, les travaux en

sociologie du sport se sont surtout intéressés aux populations qui peuplent les gradins des équipes de football professionnel. Or, chaque week-end, des milliers de spectateurs sur le territoire suisse, et plus globalement en Europe, prennent place au bord des terrains de juniors ou des clubs des ligues inférieures.

La recherche se base sur l'étude approfondie du rôle intégrateur joué par douze clubs migrants affiliés à l'Association Suisse de Football (ASF). On notera que les auteurs ont préféré utiliser le terme de « clubs de migrants » plutôt que ceux de « clubs communautaires » ou « ethniques », argumentant que le premier, contrairement aux deux autres termes, échappe à une vision cloisonnée. En Suisse, ces clubs se trouvent principalement dans des zones urbaines (Bâle, Berne, Zurich, Genève et la région lausannoise), alors qu'il n'y en pas dans les Associations fribourgeoise, valaisanne et jurassienne. Si pour cette dernière les demandes semblent très rares, à Fribourg et en Valais, l'inexistence des clubs de migrants est expliquée par les Associations cantonales, non en raison de discriminations, mais parce que « leurs statuts n'autorisent pas la présence de deux clubs différents sur le territoire d'une même commune » (p. 41). Ainsi, le FC Sion 3 serait, par exemple, une formation composée en grande majorité de ressortissants portugais. Dans un souci de représentativité, les chercheurs ont sélectionné des clubs issus de Suisse alémanique et romande.

La recherche s'est déclinée en trois étapes. Premièrement, les auteurs ont conduit des entretiens tant avec les joueurs qu'avec les dirigeants de club et les autorités footballistiques des cantons retenus. Ces interviews visaient à ressaisir plusieurs évolutions relatives aux caractéristiques des clubs et de leurs membres ; aux modalités d'interaction avec les autres acteurs de l'espace footballistique (associations cantonales, autres équipes, public) ; à la participation des membres de l'association aux activités de loisirs qui s'organisent dans le lieu où elle officie.

Par ailleurs, les chercheurs ont suivi près d'une quarantaine de rencontres de football disputées par les clubs de migrants, observant chaque équipe à trois reprises durant la saison 2009–2010 et couvrant tant le match que son avant et son après. Ces observations ont permis de compléter les entretiens effectués, les chercheurs pouvant se rendre compte par eux-mêmes de la composition des équipes, des réactions des joueurs et spectateurs, ou encore des relations avec l'équipe adverse. La démarche ethnographique a par ailleurs donné à voir des éléments qui ne pouvaient être saisis par les entretiens, tels « l'environnement spatial, les interactions verbales, la gestuelle ou encore l'ambiance autour du terrain » (p. 35). Le biais qu'aurait pu constituer la langue semble avoir été dépassé puisque, selon les auteurs, joueurs et spectateurs s'exprimaient couramment en français ou en allemand.

Les chercheurs ont également eu recours à des articles de la presse régionale, ce qui les a conduits à constater que la plupart de ces articles mettent l'accent sur les actes de violence, contribuant ainsi « à ancrer dans les esprits l'idée que la violence est très répandue [dans les matchs amateurs] » (p. 39). Pourtant,ils soulignent que cette tendance est infirmée par les observations de l'ASF elle-même. D'autres part, l'accès aux archives de l'Association cantonale genevoise a permis de vérifier certaines données recueillies sur les clubs et de récolter des informations relatives aux questions disciplinaires. Enfin, le riche site de l'ASF a été mobilisé, notamment au début de l'étude, afin de déterminer le nombre de clubs de migrants existant en Suisse.

Pour l'essentiel, trois éléments ont retenu l'attention des chercheurs : la création et le développement des clubs ; leur « état social » (composition, relations entretenues avec d'autres clubs et les fédérations locales de football) ; les fonctions sociales qu'ils remplissent dans leurs lieux d'ancrage.

L'un des intérêts majeurs de cette recherche réside dans le fait qu'elle a été menée en mobilisant une approche relationnelle mettant « au centre de l'analyse les modalités d'interactions entre individus et entre

groupes» (p. 20). En conséquence, l'intégration est ici définie non pas comme un idéal de convergence de valeurs, de pratiques ou de statuts, ce que reprochent les auteurs aux approches culturelles et structurelles, mais « comme la possibilité et la volonté des membres de la société d'interagir malgré leur différences de sexe, d'âge, de classe sociale, d'origine» (p. 21). Il s'agit donc de dépasser une vision statique de la société de manière à élaborer une vision dynamique susceptible de prendre en compte, dans une perspective de moyenne durée, « les mécanismes d'inclusion et d'exclusion entre individus et entre groupe dans un territoire donné» (p. 24).

La lecture de l'ouvrage apporte son lot de précieuses indications sur des clubs qui font désormais, pour certains d'entre eux, partie du « patrimoine» footballistique suisse. Par ailleurs, le lecteur est confronté à une étude qui, contrairement à la majorité des travaux réalisés en sciences du sport, s'interroge sur l'intégration *dans* le sport et non *par* le sport. Ainsi, ce n'est pas le sport lui-même en tant que domaine intégrateur qui est questionné ici, mais bien le rôle des acteurs, en l'occurrence des clubs de migrants, dans le processus d'intégration. Enfin, par l'entremise de ce regard approfondi sur ces clubs, les auteurs montrent combien le temps, la compréhension et l'échange permettent d'établir des bases solides pour un vivre ensemble tolérant.

Philippe Vonnard
Institut des Sciences du Sport (ISSUL)
Université de Lausanne
CH-1015 Lausanne
philippe.vonnard@unil.ch

Praz, Anne-Françoise & Sylvie Burgnard (éds): Genre et bien-être. Questionner les inégalités. Zurich: Editions Seismo. 2011. 228 p.

Cet ouvrage dirigé par Anne-Françoise Praz et Sylvie Burgnard rassemble onze contributions – en français et en anglais – qui, en mettant le doigt sur la thématique transversale de l'(in-) égalité des sexes, visent à une meilleure compréhension des processus d'accès au bien-être. En s'attachant à comprendre les raisons pour lesquelles les études genre ne conceptualisent pas généralement les inégalités en terme de bien-être, les éditrices entendent démontrer l'intérêt de croiser les deux approches et de critiquer certains présupposés de l'économie du bien-être. L'ouvrage questionne par ailleurs l'articulation entre la prégnance du cadre structurel et culturel que constituent les représentations genrées, l'autonomie individuelle et la capacité à agir de manière indépendante. Les contributions, regroupées dans trois parties (I. *Genre, bien-être et statistique*, II. *La perception individuelle du bien-être*, III. *Bien-être, emploi du temps et contraintes de genre*), investiguent les mécanismes générant les inégalités de sexes, et dégagent certaines contraintes ou opportunités auxquelles sont confronté·e·s femmes et hommes.

Tant les éditrices que la plupart des auteur·e·s se réfèrent à l'économiste Amartya Sen. Celui-ci avance que, contrairement aux théories traditionnelles de l'économie du bien-être, la seule prise en compte des facteurs dits objectifs (le revenu, les biens et les services) n'est pas suffisante pour une analyse en termes d'accès au bien-être. Il convient d'effectuer un examen des capacités d'action, ou « capabilités», autrement dit, d'analyser si ces éléments objectifs permettent réellement d'accomplir ou de transformer des ressources disponibles pour les acteurs sociaux.

La première contribution est signée par Sylvie Burgnard *(Indicateurs de genre et de bien-être en Suisse: un état de lieu)*. L'auteure se base sur des données de l'Office fédéral de la statistique et propose un état des lieux synthétique des indicateurs permettant d'évaluer l'accès différencié des femmes et des hommes au bien-être, enjoignant à dépasser la simple compilation de ces outils de compréhension. Rachel Vuagniaux *(Des biais de genre dans les indicateurs du travail)* démontre comment une perspective de genre met en évidence certains biais dans les statistiques officielles du monde du travail. Elle questionne de manière

détaillée le processus de production des statistiques ainsi que l'usage du « savoir chiffré » (p. 44), outil certes descriptif, mais dont l'objectivité est à la fois reflet et composant du monde social. La contributrice présente ainsi trois exemples issus des statistiques officielles suisses pour examiner ce que ces chiffres « disent et cachent » (p. 47) ; elle s'interroge notamment sur la croissance de plus d'un million d'unités de la population active depuis les années 1970, imputable notamment à l'augmentation de l'activité salariée féminine. Au passage, l'auteure révèle que l'écart sexué relatif à l'accès au travail productif ne s'est pas réduit, l'augmentation massive du taux d'activité des femmes trouvant sa source dans une modification des critères statistiques de comptabilisation des « personnes actives ». C'est ainsi qu'en interprétant la réalité d'une certaine manière, les statistiques tendent à orienter l'agenda politique. Le troisième article, proposé par Katja Branger *(Indicateurs de genre et de bien être : le point sur les statistiques nationales et internationales)*, insiste sur le fait qu'il n'existe guère de consensus sur les indicateurs permettant de mesurer le bien-être, et présente les trois domaines pour lesquels l'Office fédéral de la statistique prend en compte le genre et le bien-être : le mode d'insertion professionnelle des partenaires d'un couple ; la responsabilité principale des tâches ménagères et familiales, et le temps consacré à ces mêmes tâches.

Les quatre contributions de la deuxième partie de l'ouvrage proposent de ne pas réduire la question du bien-être à celle du revenu ou de l'accès à l'emploi, et soulignent la nécessité, pour l'analyse, de tenir aussi compte d'autres facteurs. À ce titre, pour Caroline Henchoz *(Le bien-être économique à travers genre et générations : analyse par l'usage conjugal de l'argent)*, les ressources matérielles à disposition d'un ménage peuvent être réparties suivant une logique d'autonomie ou de solidarité. Selon l'auteure, il convient d'éclairer les règles qui structurent l'échange monétaire, ainsi que de mettre en lumière la façon dont les rapports sociaux de sexe organisent les opportunités de bien-être au sein du couple (dont la distribution inégale de droits, privilèges et devoirs selon l'appartenance sexuée). En tenant compte de trois variables qui exemplifient les dimensions plurielles du bien-être (variables objectives, subjectives ainsi que variables de référence), C. Henchoz examine le lien entre les contributions monétaires individuelles et la répartition du pouvoir au sein du couple. Elle met alors en évidence une asymétrie entre les hommes et les femmes quant aux capacités de transformer des ressources économiques en pouvoir de décision. Laurence Bachmann *(L'idéal d'égalité et d'autonomie comme nouvelle exigence sociale. Une analyse du travail d'émancipation des femmes à travers leur rapport à l'argent)* souligne également la multiplicité des indicateurs pertinents du point de vue de l'accès au bien-être, notamment la perception individuelle, qui dépend du niveau d'adaptation aux normes sociales intériorisées. Parmi ces normes, l'auteure identifie deux références principales et des tensions qui les accompagnent, auxquelles font face les femmes : l'idéal d'autonomie, devenu une condition essentielle du bien-être individuel des femmes, ainsi que la vision traditionnelle de la famille, ancrée dans le partage et la solidarité. C'est dans une même veine que Valérie-Anne Ryser et Myriam Girardin *(Bien-être subjectif dans la vieillesse et la grande vieillesse)* abordent l'accès au bien-être dans le contexte de la vieillesse, démontrant que la simple dimension monétaire n'épuise pas la question. Les auteures se penchent avec finesse sur l'impact de l'auto-évaluation que livrent les enquêtés à propos de leur bien-être et la manière dont des processus de régulation renforcent la stabilité de ce bien-être subjectif dans la grande vieillesse, pourtant marquée par une fragilisation objective. Examinant les différentes facettes du bien-être de femmes d'âge moyen, Pasqualina Perrig-Chiello et Sara Hutchison *(Well-being and social role experience in middle-aged women – The impact of different living contexts)* interrogent également l'éventuel décalage entre une réalité objective telle qu'elle peut être mesurée à l'appui de critères indépendants des individus

et l'évaluation subjective des femmes. L'article montre que la multiplication des rôles (conjointe, mère, pourvoyeuse de revenu) ne conduit pas forcément à un amoindrissement du bien-être, mais peut être un facteur de satisfaction pour autant que les ressources matérielles sont suffisantes.

L'étude des déplacements journaliers et l'exploration de l'espace de contraintes et d'opportunités dans des situations de mobilité se trouvent au cœur de la contribution d'Olivier Walser et Luc Vodoz *(Mobilités quotidiennes et bien-être des mères professionnellement actives)*. Les auteurs visent à combler la relative absence de la variable du genre dans les travaux sur la ville en dégageant l'impact de divers facteurs relatifs à la mobilité influençant le bien-être. Ils proposent ainsi une meilleure compréhension de l'influence de la conciliation des différents rôles sociaux sur les mobilités quotidiennes. Ils identifient la contrainte sociale exercée par le rôle maternel (la mère comme « parent-pivot ») et postulent que les politiques publiques devraient prendre en compte les impératifs que rencontrent notamment les mères en matière de mobilité quotidienne. Claudine Sauvain-Dugerdil *(Le « bonheur » de devenir mère/père à travers les modes de gestion de l'arrivée du premier enfant)* s'intéresse à l'impact des normes de genre en investiguant les contraintes concrètes qu'exerce l'arrivée du premier enfant sur la gestion du temps. L'auteure mène une analyse en termes de temporalité et s'interroge sur la façon dont les parents gèrent le temps réellement à disposition. C. Sauvain-Dugerdil met en lumière que si les hommes s'investissent dans leur rôle de père, ils le font dans une perspective classique et restent prioritairement assignés au rôle de principal pourvoyeur de ressources. En revanche, les femmes feraient face à des tensions entre une norme maternelle et de nouvelles aspirations de réalisation de soi en dehors du rôle de mère. Dans sa contribution portant sur la ségrégation professionnelle et le partage des tâches domestiques, Sophie Rossillion *(Ségrégation verticale et horizontale et gestion de l'emploi du temps : un éclairage sur des données genevoises)* se focalise sur le différentiel de salaire entre femmes et hommes ainsi que les chances inégales d'accès aux postes les plus prestigieux dans le contexte genevois. L'identification d'un plafond et d'un mur de verre amène l'auteur à constater que la conciliation entre vie familiale et professionnelle se fait au détriment des femmes. En s'appuyant sur les mêmes sources (notamment l'enquête suisse sur la structure des salaires), Irenka Krone-Germann *(Part-time Work and Vertical Segregation. Job-sharing and Top-sharing: a Win-win Model from a Gender Perspective?)* présente un projet ambitieux permettant de réduire les inégalités sexuées lors de la phase d'insertion professionnelle. En analysant la corrélation entre un engagement professionnel à temps plein ou partiel et les positions qu'occupent les individus au sein de la hiérarchie professionnelle, elle montre à quel point le temps partiel reste pénalisant du point de vue de la promotion professionnelle. Aussi, l'auteure estime-t-elle importante de pouvoir pratiquer le job-sharing à l'échelon des cadres supérieurs, afin de diminuer les inégalités entre femmes et hommes.

Comme le font très justement remarquer Jean-Michel Bonvin et Michel Oris *(Commentaire et Commentaires et conclusions)*, l'ouvrage offre une riche palette de contributions très documentées, mettant le doigt sur de multiples facteurs qui contribuent au bien-être des individus. Les articles réunis montrent à quel point celui-ci ne peut être réduit aux simples ressources matérielles, mais qu'il dépend largement de variables plus subjectives, telles par exemple l'autoévaluation d'une situation, qui s'opère pour une grande partie en référence à autrui. En continuité avec A. Sen, les contributrices et contributeurs mettent au cœur de leurs analyses les capacités d'action et montrent qu'elles dépendent de la « ‹ pensabilité › de l'acte » et « de sa légitimité en termes idéologiques définissant (…) le normal et l'anormal, et enfin de l'articulation des ressources socioéconomiques avec des politiques qui accroissent ou réduisent » (p. 224) les libertés des individus ainsi que leurs capabilités.

L'ouvrage ouvre dès lors le débat sur un thème majeur des sciences sociales, le degré de liberté et d'autonomie des individus face à des structures sociales contraignantes.

Si les différentes approches du bien-être présentées dans cet ouvrage révèlent l'importance de ne pas en adopter une définition unique, valable dans tous les contextes sociaux, les contours du concept restent flous et plus encore les indicateurs qui en rendraient possible la mesure.

L'apport principal de cet ouvrage se situe au niveau de la mise en évidence de la dimension genrée dans l'accès au bien-être. En revanche, l'approche genre s'arrête souvent au constat de l'usage différencié des biens et ressources selon les sexes, ou inclut avant tout les femmes dans l'analyse, négligeant le fait que les hommes ont eux aussi un genre. Le constat (statistique) que les femmes et les hommes « ne font pas la même chose » ne rend guère possible une analyse rigoureuse en termes de genre, mais risque même de figer les individus dans des catégories biologiques homogénéisantes. Une approche genrée permettrait de questionner la norme masculine « universelle » et « neutre » et de dépasser une conception binaire des sexes en mettant en évidence l'hétérogénéité du groupe des hommes, respectivement des femmes. Ainsi, aurait-on souhaité que les inégalités entre hommes et femmes soient plus explicitement mises en relief par une analyse – en termes de rôles sociaux – qui questionne les normes genrées et ne se focalise pas avant tout sur les différences entre les sexes.

Isabelle V. Zinn
Laboratoire de sociologie
Université de Lausanne
CH-1015 Lausanne
isabelle.zinn@unil.ch

Peters, Krijn: War and the Crisis of Youth in Sierra Leone. Cambridge: Cambridge University Press. 2011. 274 S.

«Krieg» war 2007 Thema des Jahreskongresses der Schweizerischen Gesellschaft für Soziologie und die Schweizerische Zeitschrift für Soziologie hat ihm 2009 ein Schwerpunktheft gewidmet, um eine intensivere Debatte anzuregen. Das Buch von Krijn Peters, einem Soziologen der ländlichen Entwicklung, leistet dazu einen wichtigen Beitrag. Es fokussiert auf eine zentrale Gruppe, welche im Schwerpunktheft nicht thematisiert wurde: diejenigen, die kämpfen. Untersucht wurden Mitglieder verschiedener bewaffneter Gruppen in Sierra Leone. Der dortige Konflikt dauerte etwas mehr als zehn Jahre und hat mit seiner wechselhaften Geschichte, Amputationen und anderen Formen der Gewalt sowie der Rolle von Diamanten ausserhalb der Soziologie zu lebhaften Debatten geführt.

Die Bedeutung des Buches liegt insbesondere darin, dass die direkt Beteiligten ausführlich zu Wort kommen. Im Zentrum standen die Fragen nach den Ursachen des Konfliktes und nach den Gründen, dabei mitzumachen (18). Der Fokus auf ländliche Jugendliche ist angesichts der sozialen Herkunft der am Konflikt Beteiligten wichtig und korrigiert die verbreitete Beschränkung auf die leichter zugänglichen städtischen Jugendlichen. Die entsprechenden Interviews wurden in ruhigeren Intervallen des Konfliktes erhoben oder kurz nach dessen Ende. Diese vergleichsweise sehr zeitnahe Datenerhebung hat den wichtigen methodischen Vorteil, dass die Aussagen der Befragten noch verhältnismässig wenig von der gesellschaftlichen Reaktion auf die Demobilisierung sowie von anderen Nachkonflikterfahrungen wie etwa dem humanitären Diskurs der Entwaffnung und Reintegration oder der sozioökonomischen Entwicklung mitgeformt werden. In ihren Aussagen haben sich die Befragten glaubwürdig als aktiv Handelnde dargestellt.

Als Ursachen des Konfliktes wurden mit grosser Übereinstimmung insbesondere der Mangel an Bildungs- und Beschäftigungs-

möglichkeiten genannt, sowie eine rurale Elite, der es nicht mehr gelang, insbesondere die jungen Marginalisierten zu unterstützen und einzugliedern (12). Das nächste Kapitel plausibilisiert diese Aussagen durch eine historisch informierte Analyse des sozialen, politischen und ökonomischen Kontextes. Diese Triangulation fokussiert auch auf die partielle Exklusion der ländlichen Jugend in einem kollabierenden neopatrimonialen Einparteienstaat, welche als Hauptursache für die Revolte der RUF-Miliz (Revolutionary United Front) präsentiert wird (61). Die RUF wird als Projekt der ruralen Unterschicht interpretiert, womit allerdings, wie der Autor selber einräumt, noch kein eigentlicher Auslöser des Konfliktes benannt ist.

Dessen wechselhafter Verlauf wird im nächsten Schritt dargestellt. Dabei wird deutlich, dass Diamanten zu Beginn des Konfliktes eine nebensächlichere Rolle gespielt haben als in späteren Phasen. Auch Zwangsrekrutierungen oder Amputationen waren keine durchgängigen Phänomene, sondern müssen zeitlich kontextualisiert werden. Peters berücksichtigt allerdings nicht immer den neusten Stand der Forschung (z. B. zum Militärputsch von 1992). Insbesondere die mehrfachen Putsche in den Reihen des Militärs oder serielle Mitgliedschaften in bewaffneten Gruppen, teilweise auch auf regionaler Ebene, hätten durchaus eine vertieftere Betrachtung verdient, um das Argument zu schärfen.

Eindeutig zu den Stärken des Buches gehört das umfangreichste folgende Kapitel, welches sich der «Welt der RUF» widmet. Die RUF war mindestens zeitweise besser organisiert und disziplinierter als dies in der Forschung gemeinhin anerkannt wird. Peters betont, dass die RUF anfangs in der Bevölkerung teilweise Unterstützung fand (82–83) und auch Freiwillige rekrutieren konnte. Mit dem Rückzug in isoliertere Gebiete wurde dann mehr Zwang angewandt, um zu rekrutieren (84–85). Es gelang der RUF dabei durchaus, ihre politische Botschaft zu vermitteln und Teile der Rekrutierten von der Legitimität ihres Anliegens zu überzeugen. Insbesondere in einigen *befreiten Gebieten* wurde mit freier Schulbildung und Gesundheitsversorgung und einer eigenständigen Nahrungsmittelproduktion zeitweise versucht, eine andere Gesellschaft zu verwirklichen. Zur Loyalitätssicherung wurden neben der ideologischen Schulung auch drakonische Bestrafungen und patrimoniale Belohnungen eingesetzt. Verpflichtend wirkten auch die Isolation, Leaderfiguren und Sozialisationsprozesse (97). Während plausibel ist, dass gerontokratische durch auf Kriegsleistungen basierende meritokratische Prinzipien ersetzt wurden, scheint aber die Feststellung Peters' (17) fragwürdig, dass damit auch das patrimoniale System mehrheitlich abgeschafft wurde. Sein Material stützt dies nur beschränkt und abweichende Lesarten von Studien anderer sozialwissenschaftlicher Disziplinen werden nicht rezipiert (z. B. Coulter 2009, Denov 2010).

Wie es angesichts der beschriebenen Organisation und Disziplin dennoch zu den berüchtigten «Dysfunktionen und Abscheulichkeiten» kommen konnte, ist Gegenstand des folgenden Kapitels. Neben verschiedenen externen Gründen (ausländische Söldner, die Bedrohung durch die CDF-Milizen, die Zusammenarbeit mit der Militärjunta) bieten sich auch verschiedene organisatorische Faktoren für eine soziologische Erklärung an, welche das wellenförmige Auftreten der Missbräuche berücksichtigt: Die RUF war nicht in der Lage, gleichzeitig gewalttätig-meritokratisch zu motivieren *und* zu disziplinieren.

Die Bedeutung von agrarischen Missständen für die RUF wird dann in den folgenden beiden Kapiteln untermauert, indem zuerst fünf gemeinschaftliche Landwirtschaftsprojekte beschrieben werden, welche nach dem Konflikt von ehemaligen RUF-Mitgliedern im Sinne einer Weiterführung der RUF-Agenda betrieben wurden. Ausserdem wird aufgezeigt, wie die Programme für die Entwaffnung, Demobilisierung und Reintegration mit ihrer Bevorzugung von städtischen (Berufs-)Bildungsprojekten es nicht geschafft haben, die entsprechenden Anliegen aufzu-

greifen und eine Transformation der Landwirtschaft einzuleiten. Auch hier steuert der Autor wieder neue empirische Evidenz bei, ohne dass es ihm gelingt, diese mit der bestehenden sozialwissenschaftlichen Literatur zu verbinden. Diese hat verschiedene Formen der Kontinuität von sozialen Beziehungen über das formale Ende der bewaffneten Gruppen hinaus betont (z. B., basierend auf früheren Arbeiten, Hoffman 2011).

Ein zentrales Anliegen des Buches, welches auch in den Schlussfolgerungen wieder aufgegriffen wird, ist die Widerlegung der Thesen, dass "greed, not grievance" den Bürgerkrieg erklärt oder dass es sich um ein Beispiel einer «neuen Barbarei» handelt. Dies ist allerdings bei weitem keine erschöpfende Diskussion der verschiedenen Positionen in der Literatur. Auch Peters' (229) Versuch, das "making and breaking" der RUF in der Perspektive einer neo-Durkheimschen Kulturtheorie als Ergebnis von Bonding-Prozessen zu erklären, basiert leider auf einer oberflächlichen theoretischen Auseinandersetzung. Wenig überzeugend ist etwa der Versuch, das Kollektivbewusstsein der RUF auf die angeblich rudimentäre Arbeitsteilung zurückzuführen und als extremes Beispiel einer mechanischen Gruppenintegration zu interpretieren. Hier zeigt sich die erstaunliche Blindheit von Peters bezüglich status- und geschlechtsspezifischer Teilnahme an der produktiven und reproduktiven Arbeit innerhalb der RUF (siehe z. B. Coulter 2009). Auch der Bezug auf die Arbeiten von Mary Douglas ist selektiv und wenig überzeugend, wobei Peters aber durchaus an einem zentralen Punkt ansetzt: bewaffnete Gruppen müssen als Gruppen analysiert werden (234). Dieser Aufruf für eine genuin soziologische Perspektive auf Bürgerkriege ist über das Beispiel von Sierra Leone hinaus relevant und grenzt sich von den gängigen ökonomischen und politikwissenschaftlichen Ansätzen ab. Das teilweise bereits früher publizierte vielfältige Material hoher Qualität, welches in Peters' Buch präsentiert wird, bietet eine wertvolle Basis für eine empirisch fundierte theoretische Aufarbeitung.

Literaturverzeichnis

Coulter, Chris. 2009. *Bush Wives and Girl Soldiers. Women's Lives Through War and Peace in Sierra Leone*. Ithaca, NY/London: Cornell University Press.

Denov, Myriam. 2010. *Child Soldiers. Sierra Leone's Revolutionary United Front*. Cambridge, Cambridge University Press.

Hoffman, Danny. 2011. *The War Machines. Young Men and Violence in Sierra Leone and Liberia*. Durham, NC/London: Duke University Press.

Daniel Künzler
Universität Freiburg
CH-1700 Freiburg
daniel.kuenzler@unifr.ch

Hungerbühler, Andrea: «Könige der Alpen». Zur Kultur des Bergführerberufs. Bielefeld: transcript Verlag. 2013. 443 S.

Naturerfahrungen waren immer wieder Themen der Soziologie. Man erinnere sich daran wie Max Weber auf Helmholtz' Spaziergang oder Berger/Luckmann auf den Jodler in der Abgeschiedenheit der Alpen verweisen, um zu erläutern, dass Neuerungen am ehesten nach dem Alltagsbetrieb empor treten. Die Welt der Natur markiert die Gegenwelt des Sozialen und wird deshalb von der Soziologie auch meist nur am Rande behandelt. Dahingegen rückt Andrea Hungerbühler in ihrer Berner Dissertationsschrift eine Gruppe ins Zentrum, die sich den ausseralltäglichen «liminalen Raum Gebirge» (nach Van Gennep, 69) zum alltäglichen Beruf gemacht hat. Der Kern des Bergführerberufs sei es nämlich, «Menschen zu führen, die im idealtypischen Fall selbst weder in der Lage wären, den begangenen Weg zu finden, noch ihn zu bewältigen, wobei der Tod aller Beteiligten stets als bedrohliches Szenario mitschwingt» (387). Der Ausgangspunkt von Andrea Hungerbühlers Buch über den Bergführerberuf ist also weniger ein «theoretisches ‹Problem›, sondern ein empirisches Phänomen» (29), das sie in seiner Genese und heutigen Struktur

aufzuschlüsseln sucht. Dazu greift sie zum einen auf umfangreiche Materialien aus der Alpinismus- und Bergführerliteratur, auf berufsbiografische Interviews und sogar auf teilnehmende Beobachtungen zurück, um zentrale Semantiken und Deutungsmuster des Berufsfeldes mithilfe von Diskurs- (nach Keller) und Sequenzanalysen (nach Oevermann) herauszuarbeiten. Zum anderen nutzt sie die Instrumentarien der Kultur-, Gesellschafts- und Geschlechtergeschichte (26 f.), der Soziologie der Berufe und Professionen sowie der Genderforschung. Im Ergebnis legt sie eine sehr gut geschriebene, materialreiche und methodisch sorgfältig gearbeitete Studie über die Geschichte und berufliche Struktur des Bergführerwesens vor, die für die interessierte alpinistische Öffentlichkeit und die Soziologie gleichermassen lesenswert ist. Um den Fall schweizerischer BergführerInnen vergleichen und generalisieren zu können, wurde das Buch in einem anderen liminalen Raum, auf einer Wanderung im kalifornischen Yosemite Nationalpark, rezensiert.

Für die allgemeine Soziologie ist am Buch von Andrea Hungerbühler zunächst interessant, dass es sich um eine Berufssoziologie handelt, die mehr und mehr in Vergessenheit geraten ist, obwohl sie doch Spezielles zu leisten vermag. Denn der Beruf ist eine integrative Kategorie, die ganz verschiedene Dimensionen und Ebenen in sich vereint. Wie wir im Folgenden sehen werden verknüpft der Bergführerberuf die Gesellschaftsgeschichte alpiner Regionen, Organisations- und Handlungsstrukturen des Berufs sowie biografische und genderspezifische Identitätsbildungsprozesse.

Der Status des Bergführerwesens veränderte sich im Laufe der Gesellschaftsgeschichte alpiner Regionen erheblich und erfuhr dabei eine Aufwertung und Charismatisierung. Dabei durchlief die Semantik der Alpen und Alpenbewohner in der Schweiz eine völlige Transformation. Aus der dunklen und schaurigen wurde die schöne, exponierte und erhabene Bergwelt (136–139). Das herabwürdigende Fremdbild des Eidgenossen als «Bauer» wich sukzessive dem Selbstbild eines «edlen Bauern» und sie galten fortan sogar als «auserwähltes Volk» (48). Mit der Nationalstaatengründung 1848 «wurden die Alpen zum Symbol der nationalen Einheit» (50) weiter aufgewertet und nationalisiert. Während der «Geistigen Landesverteidigung» kam es zur «symbolischen Fusion» zwischen den Alpen als Landschaft und der Nation. Jetzt waren im Grunde «alle Schweizer Bergler» und die Bergführer sogar «Protoschweizer» (53) mit «ur-schweizer (...) Charaktereigenschaften» wie Ehrlichkeit, Redlichkeit, Mut, Treue, Tugendhaftigkeit und Vaterlandsliebe (183). Der Schweizer Alpen-Club (SAC) stilisierte seine Mitglieder als «Elite des Schweizer Volkes» und «Charakterschmiede der Nation» (61). Diese Verschiebungen in der historischen Semantik mündeten schliesslich im zentralen alpinistischen Deutungsmuster «oben statt unten». Diesem liegt eine Zivilisationskritik zu Grunde, dergemäss alles schlechte unten, d. h. in der Stadt, und alles Gute oben, also in den Bergen, vorzufinden sei. Dieses Deutungsmuster wurde von weiteren gesellschaftlichen Entwicklungen gestützt: Die Aufklärung brachte bereits ein entmystifizierendes wissenschaftliches Interesse an den Alpen, die Ästhetisierung der Berge förderte ein «neues Naturgefühl» (55) zu Tage, die vornehmlich britischen Bergsteiger betrachteten Erstbesteigungen als eine «imperialistische Praxis» (57) und bürgerliche Männer konnten den Niederungen der Stadt entfliehen und ihre individuelle Leistungsfähigkeit unter Beweis stellen. Ein von Abenteuerlust und sportlichem Ehrgeiz getragener «zweckfreier Alpinismus» (55) machte sich breit. Eine Fortschreibung dieser Gründungsgeschichte des Tourismus wäre interessant gewesen, um explizit zu eruieren, inwieweit sich die ursprünglich charismatische Struktur des Berführerberufs im System des Massentourismus veralltäglicht hat und seine Konturen angesichts neuer Klienten, Tätigkeits- und Kompetenzprofile und der Konkurrenz mit anderen Serviceberufen verschwimmen.

Für Andrea Hungerbühler ist der Bergführerberuf aber ein professionalisierungs-

theoretisch besonders interessanter Fall, weil für ihn wie in anderen Professionen das Handeln in Krisensituationen konstitutiv ist, obwohl er nicht den gleichen Institutionalisierungsgrad aufweist. Man findet typische Elemente einer Verberuflichung von einer Nebentätigkeit als Träger oder Ortskundiger für Jedermann bis zu einer Schliessung über Bergführer Reglements, Kurse und heute dreijährige Ausbildungen. Bis heute erlernt man den Bergführerberuf aber nicht ausschliesslich in Ausbildungsprogrammen. Diese setzen nämlich schon umfangreiche Erfahrungen mit Bergtouren voraus. Der Zugang ist deshalb von einer «Initiation» und sozialisatorischen Prozessen abhängig, die in den Familien und Peer-Groups erfolgt, aber eben nur begrenzt von Professionellen angestossen und kontrolliert werden. Deshalb handelt es sich beim Bergführerdiplom in der Tat nur um eine «Konsekration» (257), d. h. eine nachträgliche Heiligsprechung, statt um eine professionelle Sozialisation. So gibt es BergführerInnen, die ihre Ausbildung neben dem Hauptberuf gemacht haben und niemals als Beruf ausüben, sondern ihre Leistung anerkannt haben wollten. Die Bergführerei ist über weite Strecken hinweg Hobby und Nebentätigkeit geblieben, wenn «lediglich knapp ein Zehntel aller Verbandsangehörigen voll vom Führen leben» (241).

Andrea Hungerbühler zeigt, dass man mit dem Instrumentarium der Berufs- und Professionssoziologie auch weniger professionalisierte Tätigkeiten analysieren kann. Dazu nutzt sie insbesondere die Professionalisierungstheorie Ulrich Oevermanns und untersucht das grundsätzliche Bezugsproblem und die Beziehungsstruktur zwischen BergführerIn und «Gast». Grundsätzlich bildet die Gefahr, am Berg tödlich zu verunglücken und der damit verbundene Zwang riskante Entscheidungen für andere treffen zu müssen, das berufliche Konstitutivum der Tätigkeit. Die Beziehung zu den «Gästen» ist allerdings in mehreren Hinsichten spannungsreich eingerichtet. Denn sie werden für den Bergsteiger zum Ballast (254–257), fordern als «Gast» oder früher sogar «Herr» eine Sonderbehandlung ein und werden als einer neben anderen «Kunden» des immer gleichen Angebots den Berg hinauf geschleppt (275–277). Es gibt aber auch Beziehungen in denen die Klienten zum Bearbeitungsgegenstand werden, weil neben technischen Lernprozessen auch ein anderes Lebensgefühl mit quasi-therapeutischer Funktion angestossen (269–272) oder vom «Trainer» das «Team» zur autonomen Problembewältigung befähigt (272–275) werden soll.

Der Bergführerberuf ist aber auch ein interessanter Fall für einen traditionell «männlich codierten» und trotz der zunehmenden Durchsetzung von Gleichheitsnormen (323) weiterhin von Männern dominierter Beruf. Andrea Hungerbühler arbeitet deshalb generalisierbare Reproduktionsstrukturen des Feldes und Bewährungsstrategien von Bergführerinnen heraus. Besonders wichtig ist, dass die Sozialisation in die Bergführerei frühzeitig in den Familien und Peergroups beginnt. Vor allem der Zugang zu letzteren ist notwendig und voraussetzungsvoll zugleich, weil dort zwischen Spass und Ernst die «ernsten Spiele des Wettbewerbs» und die Rolle des «Partner-Gegners» eingeübt werden, die über Niederlagen hinwegrettet. Gelingt dennoch ein Zugang, dann haben die wenigen Frauen aber einen auffallend exponierten Status, der «die Thematisierung dessen hervorruft, was sie [die Diskriminierung] hervorruft». Mithilfe der Tabuisierung von Diskriminierung wird verhindert, als Nestbeschmutzerin zu gelten und Zugehörigkeit zu zeigen. Hieran richten sich typische Bewältigungsstrategien, wie die *Flucht nach vorn* durch Überbietung und «Übernahme von Aspekten eines männlichen Habitus» (348), die *Gratwanderung* durch «Umschrift der Differenz» in Form besonders förderlicher weiblicher Eigenschaften (351) oder eine «Strategie der Unauffälligkeit» (353), die *entmythologisierende Distanznahme* im Beruf (361) oder eben den zehrenden *Kampf um Anerkennung* (363).

Mit der Konzentration auf den Bergführerberuf gelingt es Andrea Hungerbühler, gleich mehrere Diskursstränge und Spezial-

soziologien zu bereichern. Damit ist die Basis geschaffen für eine noch ausstehende theoretische Explikation des Zusammenhangs zwischen Nation bzw. Gesellschaft, Beruf und Geschlecht sowie das Wagnis einer weiteren Generalisierung. Dafür könnte der zweite Vorteil der Berufssoziologie stärker genutzt werden als bislang, Vergleiche mit anderen Bedingungen und Berufen anzustreben. Im Yosemite Park kann man zum Beispiel beobachten, wie das Spiel mit der Gefahr nicht mithilfe des Bergs, sondern mit dem Bär gespielt wird. Die Charismatisierung der unberechenbaren Wildnis erscheint dort als ein Ordnungsprinzip, das dem Ranger im Alltag seine Autorität, dem Umweltschutz seine Durchsetzungskraft und dem Tourismus seine Einnahmen sichert, weil nur wenige die geordneten Pfade verlassen.

Marc Torka
Wissenschaftszentrum Berlin
für Sozialforschung
D-10785 Berlin
marc.torka@wzb.eu

Kleiner, Brian, Isabelle Renschler, Boris Wernli, Peter Farago & Dominique Joye (eds): Understanding Research Infrastructures in the Social Sciences. Zurich: Seismo Press. 2013. 228 p.

Research infrastructures (RIs) are a prerequisite for modern sciences. In the case of natural sciences it is evident for everybody – think of the large hadron collider (CERN) as an example. Also modern social sciences today can not be advanced on an international and highly professional level without their own research infrastructures such as data archives, advanced method trainings and international survey research programs and others. However, the public, science politics and even some scholars in the field of social sciences are not too well aware of the growing importance of RIs. So the new book, published by a group of researchers at the Swiss RI FORS (Swiss Foundation for Research in the Social Sciences, Lausanne) presents worthy insights into the international field of RIs. The articles in the book are based on an international symposium about RIs which was held 2011 at FORS. The contributions of the book are organized in three parts: (1) two articles about the conceptual foundations of RIs, (2) thirteen contributions presenting different RIs and methodological innovations and (3) two summarizing contributions (headed as "lessons"). Some of the contributions will be discussed here in more detail, but not all.

The first contribution aims to lay down the conceptual ground for the analysis of RIs. The authors Isabelle Renschler, Brian Kleiner and Boris Wernli pick up the existing claim: a first necessary step is to work out a full theoretical understanding of RIs and to start defining RIs as "durable institutions, technical tools and platforms, and/or services that are put into place for supporting and enhancing research as public good resources for the social science community" (p. 14). Also, they work out proper characteristics of RIs as producing services which are "non-exclusive, non-competitive, and available to all" and therefore RIs can be regarded as producing public goods (p. 15). Also, they can be understood as user-oriented, oriented to changing needs of scientific communities and seeking long-term durability. Finally, the authors bring in some useful aspects to differentiate RIs: the degree of centralization, the range of services and the degree of how secure funding is (short-term or long-term). This is a good first step, the next step could be to work out a more sociological conception of institutional field, modeling the "field" of research support organizations and its interrelations to other fields. In the second contribution the political scientist Max Kaase sums up the development of data archives referring to the development of social sciences starting with the foundation of the Zentralarchiv at Cologne University in 1960. He refers thereby to scientists' engagements and the upcoming interest of the European Union in

the institutionalization of comparative political science research. For Kaase the historical frame for understanding modern RIs is the political context of the European Unification and the rise of European institutions.

The second part of the book is introduced by Wernli, Renschler, Kleiner and Dominique Joye. They sketch out the range of services the contributions address in this part: "documenting, preserving, and disseminating data; providing and linking data; generating improved methodologies; and education and training." (p. 31)

Roxane Silberman discusses problems in the access to official micro data. Official micro data are important for researchers for many reasons. One reason is their quality (because of low rates of nonresponse). But access has been difficult in the past (see for Germany the report KVI 2001). National static institutes (NSIs as the BfS in Neuchâtel) produce on a legal basis more and more micro data. Silberman sketches some of the initiatives which aimed to improve the data access for scientists. Scientific use files and on site-opportunities (analyzing data at the NSIs) are ways to broaden the access for interested researchers. But the problem is the international and supranational access to official micro data, because of the national legal frameworks NSIs do operate on – thereby restricting the access to foreign researchers. The contribution of Silberman makes well aware of the need not only to harmonize international data formats (as the data documentation initiative does) but also of the need for the harmonization of the international legal framework for data access. Silberman proposes the creation of a European gateway offering access to official micro data at a transnational and supranational level, bringing together data bases from NSIs but also from other statistical services supported by the governments.

For a long time the topic of archiving qualitative data has been a marginal issue in discussions about RIs. Only recently this discussion intensified (see the contributions in Corti/Witzel/Bishop eds. 2005). In her contribution to the volume, Louise Corti sketches the history of Qualidata, an early data archive for qualitative data, which is now based at the UK data archive. This contribution emphasizes the different characters of data archives for qualitative data (and their metadata) compared to data archives for quantitative micro data (and their metadata). Historical social research and research on change on everyday experiences (life-world) cannot circumvent narrative data. And qualitative data are more restricted to standardization but qualitative research is more open to re-analysis (instead of replication). It is a pity not to have a contribution from FORS or other continental researchers in this book about their recent engagements in this area (but see for FORS Krügel and Ferrez 2013) and especially in Germany the movement for this kind of data archives became stronger in recent years (see the contributions in Huschka et al. eds. 2013).

International survey programs are pictured in their emergence, organization, funding and methodological issues. The European Social Survey (ESS), the European Value Survey (EVS) and the Survey of Health, Ageing and Retirement (SHARE) are presented in more detail. All of them have to solve the problem of how to coordinate data collection in different countries and how to enforce shared quality conventions and shared data formats. All survey programs have to face the problem of how to maintain the staff, their know-how over time. The funding problem is a core problem for all of them. EVS is oriented toward a decentralized bottom-up strategy where each country as a participant has to solve funding first. ESS and SHARE are looking for a more centralized funding strategy based on the European Union. Here, SHARE has reached its status as an ERIC-program (ERIC stands for European Research Infrastructure Consortium) which offers a new basis for enduring and structured funding from European organizations. (ESS is pursuing it.) Especially the ESS is discussed for its contributions to methodological research on survey issues as mixed-mode data

collection, nonresponse, and the development of indicators of social well-being. In a single contribution Willem Saris presents results from an ESS survey experiment applying multi-method applications (in split ballots design) to study reliability and validity of different question designs.

Ineke Stoop and Achim Koch discuss the role of paradata in survey research. Paradata are data about the process of data collection. The ESS provides paradata which can be used to evaluate the data quality. And they are also helpful for the analysis of non-response behavior. Both argue that paradata can detect who is reluctant to participate at the survey and that these reluctant persons could be regarded as proxies for real non-respondents. Joachim Wackerow and Mary Vardigan present in their contribution the data documentation initiative (DDI) which is an initiative for the standardization of metadata. They bring in a more procedural perspective of the function of metadata as structuring standards and a communication medium between researchers used along the whole "data life cycle." Good and rich metadata are conceived as the key to secondary analysis and replication. The aimed DDI standard shall be able to capture the developing metadata across the data life cycle and generate machine readable information for facilitated internet research. This part of the book is closed by contributions which highlight the role of advanced methods training and summer schools (specialized in methods, mostly quantitative). Both contributions conclude that postgraduate training is an import form of RI in the social sciences.

In the last part of the book, consisting of two articles, concluding and out-looking remarks are offered. First Markus Zürcher declares the need for a clear definition of the term "research infrastructures." For him, this is the prerequisite to find the suitable funder for RIs that can take responsibility for its duration and research-orientation. Zürcher proposes to transfer the tasks of RIs to institutions in a more decentralized solution. In fact, the dispute between centralized and decentralized forms of organization of RIs is an old one. As the case of FORS demonstrates, centralization of RIs has clear advantages – especially in a country with strong regional structures as Switzerland where most cantons are too small to equip universities and research institutions with all the modern facilities gathered in centralized RIs. In the last article, Brian Kleiner, Isabelle Renschler, Boris Wernli and Peter Farago point to the important effect RIs have for national sciences. RIs driving forces of the internationalization of social sciences advance the adaption of methodological innovation as well as interdisciplinary exchange and they contribute to the enhancement of the coherence of data and methods on a transnational level.

As the contributions in this volume demonstrate, RIs in the field of social sciences are not only the hosts of data archives but also institutions of methodological innovations and innovators for social sciences as a whole. In a globalizing world and in times of the European unification social problems are no longer adequately conceived as national problems. To study these problems social research not only needs data which RIs collect, document, store and disseminate to the scientific users for secondary analysis. Social research is also in need of strategies how to harmonize data (as well as paradata and metadata) and to broaden the access. This is the prerequisite to have databases for international comparison and research of transnational problems. To have databases for the monitoring of long-term development international survey programs are indispensable. As the authors in the introductory chapter rightly argue, RIs generate collective goods and their outputs can be conceived as common goods. Nowadays, no faculty of social sciences at any university can offer this range of research methods and data related services RIs as FORS do. This reviewed book is a valuable contribution to the scientific reflection about the state of the art of social science research institutions in the social sciences. It will serve in the education of social

science students as well as inform different actors in the field(s) of sciences, politics and science funding.

References

Corti, Louise, Andreas Witzel, and Libby Bishop (eds.). 2005. Secondary analysis of qualitative data. *Forum Qualitative Social Research* 6(1).

Huschka, Dennis, Hubert Knoblauch, Claudia Oellers, and Heike Solga (eds.). 2013. *Forschungsinfrastrukturen für die qualitative Sozialforschung*. Berlin: Scivero Verlag.

Krügel, Sybil, and Eliane Ferrez. 2013. Sozialwissenschaftliche Infrastrukturen für die qualitative Forschung – Stand der Integration von qualitativen Daten bei DARIS (FORS). pp.113–122 in: *Forschungsinfrastrukturen für die qualitative Sozialforschung* edited by Dennis Huschka, Hubert Knoblauch, Claudia Oellers, and Heike Solga. Berlin: Scivero Verlag.

KVI Kommission zur Verbesserung der informellen Infrastruktur zwischen Wissenschaft und Statistik. 2001. *Wege zu einer besseren informationellen Infrastruktur*. Baden-Baden: Nomos Verlagsgesellschaft.

Rainer Diaz-Bone
Soziologisches Seminar
Universität Luzern
CH-6002 Luzern
rainer.diazbone@unilu.ch